

RESULT OF SERVICE

Les principaux livrables attendus du présent processus d'évaluation sont les suivant : • Rapport initial, comprenant une analyse préliminaire de la théorie du changement du CCDD, une description détaillée de l'approche et des méthodes d'évaluation, incluant la matrice de conception de l'évaluation ; et un plan d'évaluation détaillé avec un calendrier, incluant une liste provisoire d'entretiens à organiser ou un plan de visites de terrain. • Rapport ou présentation des résultats préliminaires, selon un modèle à convenir avec le responsable de l'évaluation. • Projet et version finale du rapport d'évaluation du CCDD, annexes comprises. La version finale du rapport ne doit pas dépasser 60 pages (hors résumé et annexes).

WORK LOCATION

UNRCO-TOGO

EXPECTED DURATION

6 months (part time)

DUTIES AND RESPONSIBILITIES

L'évaluation du Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (CCDD) 2023-2027 du Togo constitue une étape essentielle dans le cycle de programmation des Nations Unies dans le pays. Le CCDD est le document de base du partenariat entre le Système des Nations Unies et le Gouvernement. Il structure l'appui collectif des Nations Unies aligné sur les priorités nationales, en vue de la réalisation de l'Agenda 2030 dans le pays hôte. D'après les directives globales, le CCDD doit faire l'objet d'une évaluation une année avant sa fin afin de pouvoir tirer les leçons pour l'élaboration d'un nouveau document de coopération. L'évaluation s'inscrit par ailleurs dans un effort systémique plus large visant à promouvoir la transparence, à obtenir des résultats et à encourager un apprentissage adaptatif à

l'appui du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Signé en mars 2023, le CCDD en cours couvrait initialement la période 2023-2026. Le CCDD était aligné sur la Feuille de route (FDR) gouvernementale 2020-2025 et ancré dans la vision « accompagner le gouvernement et ses partenaires nationaux dans la réalisation d'un développement économique, social et environnemental inclusif et résilient ». Le CCDD est organisé autour de 3 priorités stratégiques déclinées comme ci-dessous : - Soutenir une croissance plus inclusive génératrice d'emplois décents et renforçant la résilience des populations dans un environnement durable - Accompagner le relèvement du niveau de développement du capital humain, l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base de qualité et l'inclusion sociale - Consolider la cohésion sociale par la promotion d'une gouvernance plus inclusive, efficace et redevable. Ces trois priorités stratégiques sont portées par cinq effets complémentaires, visant l'accélération de la croissance économique, la promotion de l'adaptation et la résilience face aux changements climatiques, l'accès à des services sociaux de base de qualité et à la protection sociale pour tous, particulièrement pour les populations les plus vulnérables, la promotion et la protection des droits humains ainsi que la gouvernance, la paix et la sécurité à travers des partenariats transformateurs. Au cours de la mise en œuvre du CCDD, le Togo a enregistré des progrès significatifs avec une croissance économique soutenue et résiliente dans un contexte global difficile, le passage de la catégorie des pays à faible développement humain à celle des pays à développement humain moyen ainsi qu'une plus grande attractivité économique en se classant troisième en Afrique subsaharienne et premier en Afrique de l'Ouest. L'évaluation examinera dans quelle mesure le CCDD a contribué aux résultats du développement durable, à la promotion des droits humains et de l'égalité des sexes, et à la prise en compte des risques et des opportunités dans le contexte du Togo. L'évaluation analysera également la capacité de l'ONU à adapter sa programmation aux contraintes institutionnelles et aux vulnérabilités socio-économiques persistantes. Une attention particulière sera portée à la mise en œuvre d'approches transformatrices en matière d'égalité des sexes et fondées sur les droits, à l'intégration des principes de gouvernance inclusive et aux progrès accomplis pour garantir que personne ne soit laissé pour compte. En vue de l'évaluation finale du CCDD 2023-2026/27, il est prévu le recrutement d'un.e consultant.e international.e, Chef d'Equipe, Spécialiste international.e de l'évaluation, qui travaillera avec un.e consultant.e national.e, spécialiste du développement socio-

économique et de l'égalité des sexes et un.e consultant.e national.e, spécialiste de la gouvernance. Les présents termes de référence précisent le profil et les attributions du (de la) Consultant(e) national (e) spécialiste du développement socio-économique et de l'égalité des sexes. Sous la supervision du Consultant International et en collaboration avec le consultant Spécialiste national(e) du développement socio-économique, le Chef de Bureau et le comité de pilotage de l'évaluation, le (la) consultant(e) Spécialiste de la gouvernance, (Expert(e) en politiques publiques et institutions et questions transversales devra : (i) Évaluer les interventions relevant de la priorité 3 du CCDD, notamment les résultats liés au renforcement des capacités de gouvernance, à l'accès aux droits et à la justice, la sécurité, la cohésion sociale, la paix et le partenariat. (ii) Apporter un éclairage contextuel sur le fonctionnement des initiatives des Nations Unies dans un contexte de transformations et de défis, et sur leur pertinence et leur efficacité en matière de renforcement de la gouvernance.

QUALIFICATIONS/SPECIAL SKILLS

Un diplôme universitaire (master ou équivalent) en administration publique, droit, sciences politiques, études sur la paix et les conflits, ou dans un domaine connexe est exigé. Un diplôme universitaire de premier cycle, combiné à deux (2) années supplémentaires d'expérience peut être accepté en lieu et place d'un diplôme universitaire. Une expérience professionnelle avérée d'au moins cinq (5) ans en matière de gouvernance, de réforme du secteur public, de renforcement des capacités institutionnelles ou d'état de droit au Togo ou dans des contextes similaires, y compris une expérience professionnelle significative et cumulée en gestion axée sur les résultats, est exigée. Une connaissance avérée du système des Nations Unies, une expérience en matière de collecte et d'analyse de données, une connaissance des principes de programmation des Nations Unies, de la CEDAW et des ODD sont exigées. • Une expérience de contribution à des évaluations de programmes de gouvernance et de paix et sécurité est exigée; Une solide compréhension du contexte politique et institutionnel du Togo, notamment des tendances récentes en matière de gouvernance, des réformes et des initiatives de sécurité, résilience et cohésion sociale exigée Une bonne connaissance des principes de gouvernance inclusive, de participation citoyenne et de lutte contre la corruption sont souhaitées La capacité de mener des consultations avec les parties prenantes

(acteurs gouvernementaux, OSC et groupes marginalisés) dans le respect des différences culturelles est un atout.

LANGUAGES

o La maîtrise de la langue française est requise ; o La connaissance de l'Anglais est souhaitable

ADDITIONAL INFORMATION

Not available.

NO FEE

THE UNITED NATIONS DOES NOT CHARGE A FEE AT ANY STAGE OF THE RECRUITMENT PROCESS (APPLICATION, INTERVIEW MEETING, PROCESSING, OR TRAINING). THE UNITED NATIONS DOES NOT CONCERN ITSELF WITH INFORMATION ON APPLICANTS' BANK ACCOUNTS.

Before you apply

We review listings for quality, but organizations may update or amend a posting at any time, so confirm the role and closing date on the organization's official site before applying. No genuine employer charges a fee to apply, interview, or process an application — treat any request for payment as a scam. If a detail looks wrong or the posting seems fraudulent, [report this job](#).